



World Food Programme  
Programme Alimentaire Mondial  
Programa Mundial de Alimentos  
برنامج الأغذية العالمي

**Conseil d'administration**  
Première session ordinaire  
Rome, 28 février-2 mars 2022

---

Distribution: générale	Point 7 de l'ordre du jour
Date: 31 janvier 2022	WFP/EB.1/2022/7-D/1
Original: anglais	Questions opérationnelles
	Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

---

## **Révisions de plans stratégiques de pays et de plans stratégiques de pays provisoires et augmentations budgétaires correspondantes approuvées par le Directeur exécutif ou par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO (1er juillet-31 décembre 2021)**

1. Lors des consultations informelles organisées en prévision de la tenue de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration, le PAM s'était engagé à informer régulièrement le Conseil des révisions et des augmentations budgétaires correspondantes concernant des plans stratégiques de pays (PSP) et des plans stratégiques de pays provisoires (PSPP) approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil d'administration, notamment les révisions et augmentations approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)<sup>1</sup>.
2. Conformément aux décisions du Conseil, les pouvoirs délégués au Directeur exécutif pour ce qui est de l'approbation des modifications comprennent<sup>2</sup>:
  - a) la révision de toute opération d'urgence limitée ou la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP de transition (PSPP-T) due à une situation d'urgence, avec l'approbation conjointe du Directeur général de la FAO pour toute augmentation budgétaire supérieure à 50 millions de dollars É.-U.;

---

<sup>1</sup> Voir le document intitulé "[Point sur la feuille de route intégrée](#)" (WFP/EB.2/2017/4-A/1/Rev.1, approuvé par le Conseil dans sa décision 2017/EB.2/2), par. 105 à 112.

<sup>2</sup> Voir le document intitulé "[Décisions et recommandations de la deuxième session ordinaire de 2017 du Conseil d'administration](#)" [(WFP/EB.2/2017/11, décision 2017/EB.2/2, par. vi)], et *ibid.*, annexe II.

---

### **Coordonnateurs responsables:**

M. R. Turner  
Chef de cabinet  
Bureau du Directeur exécutif  
Tél.: 06 6513-4262

M. D. Bulman  
Directeur adjoint  
Unité d'appui à la gestion des opérations  
Tél.: 06 6513-2649

- b) la révision à la hausse d'au moins un effet direct stratégique d'un PSP, d'un PSPP ou d'un PSPP-T ayant pour domaine d'action privilégié le renforcement de la résilience ou les causes profondes, à condition que le montant total de l'augmentation budgétaire correspondante n'excède pas 25 pour cent du dernier montant du plan approuvé par le Conseil – en l'absence d'un tel montant pour un PSPP-T, le montant initialement approuvé par le Directeur exécutif – ou 150 millions de dollars;
  - c) la révision de composantes non liées à une situation d'urgence incluses dans un PSPP-T faisant suite à une opération d'urgence limitée;
  - d) la révision d'un PSP, d'un PSPP ou d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte;
  - e) l'ajout à un PSP, un PSPP ou un PSPP-T d'un effet direct stratégique financé intégralement par le pays hôte dans le cas où celui-ci n'a pas demandé que le Conseil approuve ledit effet direct stratégique; et
  - f) les révisions relatives à des activités de prestation de services.
3. Le présent rapport porte sur les révisions et les augmentations budgétaires relatives à des PSP, des PSPP et des PSPP-T approuvées entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 31 décembre 2021, telles que récapitulées ci-après et dans l'annexe.
  4. Au cours de la période considérée, 46 révisions ont été approuvées. Dix d'entre elles l'ont été par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO, six autres par le Directeur exécutif; onze ont été approuvées par des directeurs régionaux et 19 par des directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués par le Directeur exécutif. Pour le PAM, le coût total de ces révisions s'élève à 6,5 milliards de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO**

5. **La cinquième révision du PSPP pour le Yémen (2019-2022)** prolonge les opérations du PAM de 12 mois pour faire face à la dégradation de la situation humanitaire et mettre le PSPP en concordance avec le nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour ce pays. Une forte détérioration de l'économie, la pandémie de COVID-19, les aléas naturels et le conflit armé ont tous entraîné des besoins humanitaires croissants dans l'ensemble du pays. D'après le rapport fondé sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) publié en décembre 2020, 16,2 millions de personnes (54 pour cent de la population) étaient fortement exposées à l'insécurité alimentaire. Cette révision permet d'accroître les distributions alimentaires d'urgence aux populations en situation d'insécurité alimentaire grave; de renforcer l'assistance nutritionnelle aux femmes enceintes ou allaitantes et aux enfants de moins de 5 ans; de transposer la distribution de repas scolaires à plus grande échelle; et de renforcer l'appui aux moyens d'existence grâce à des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, en particulier au profit des petits exploitants. La révision permet de venir en aide à 1 002 418 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 18 219 839, pour un coût de 1,98 milliard de dollars.
6. **La septième révision du PSPP pour le Soudan du Sud (2018-2022)** vise à atténuer la détérioration de la sécurité alimentaire qui résulte d'années de violence, de déplacements de population à grande échelle, d'une récession économique et de chocs climatiques. Ces facteurs ont été aggravés par la pandémie de COVID-19 qui a lourdement porté atteinte aux moyens d'existence, faisant voler en éclats les infrastructures déjà fragiles de la chaîne d'approvisionnement et des marchés et exacerbant les tensions et l'instabilité. Cette révision prolonge les opérations du PAM de 12 mois, le but étant de s'aligner sur le tout dernier cycle de planification du système des Nations Unies et d'accroître sensiblement les distributions

de vivres et les transferts de type monétaire destinés aux populations touchées par une forte insécurité alimentaire. Les modifications apportées aux programmes permettent aussi de développer l'appui aux moyens d'existence assuré à la faveur d'activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs et du soutien apporté aux marchés au profit des petits exploitants agricoles, ainsi que d'augmenter le nombre de projets de développement d'infrastructures visant à réparer 1 000 kilomètres d'axes routiers principaux, à remettre des digues en état et à réaliser des ouvrages de protection contre les inondations. La révision permet de venir en aide à 1 528 339 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 6 438 027, pour un coût de 1,16 milliard de dollars.

7. **La huitième révision du PSP pour le Liban (2018-2022)** proroge de 12 mois le PSP en cours pour le faire concorder avec le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour ce pays. Cette révision répond à des crises multiples, y compris la COVID-19, l'instabilité politique et la stagnation économique, qui ont toutes contribué à la détérioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Le prix moyen au niveau national de 19 articles alimentaires de base a augmenté de 302 pour cent entre octobre 2019 et avril 2021, entraînant une érosion massive du pouvoir d'achat. Face à cette situation, la révision a pour objet d'accroître le nombre de réfugiés syriens recevant des transferts de type monétaire; d'augmenter le nombre de ménages libanais pauvres frappés par la crise économique qui bénéficient de distributions de vivres; de fournir des services de paiement électronique au Gouvernement et aux partenaires du PAM pour aider les populations locales extrêmement vulnérables à accéder aux services sociaux et à se procurer des espèces; et d'élargir la participation des femmes à des activités de formation axées sur les moyens d'existence portant sur les compétences numériques, la sécurité sanitaire des aliments, le développement des chaînes de valeur et l'agriculture intelligente face au climat. La révision permet de venir en aide à 1 036 395 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 2 588 451, pour un coût de 981,5 millions de dollars.
8. **La quatrième révision du PSP pour le Soudan (2019-2023)** vise à faire face à l'augmentation des besoins humanitaires en 2021, qui s'est produite sous l'effet principalement de la pandémie de COVID-19, de la nette perte de vitesse de l'économie, d'affrontements intercommunautaires dans le Darfour occidental et de l'afflux de réfugiés éthiopiens en provenance du Tigré. L'économie soudanaise continue de se détériorer et 47 pour cent de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Cette révision vise à transposer à plus grande échelle les transferts de type monétaire pour empêcher que les moyens d'existence et le pouvoir d'achat ne se dégradent encore davantage tout en élargissant la portée des repas scolaires et en apportant un appui nutritionnel aux populations vulnérables. Des distributions de vivres seront assurées au profit des personnes nouvellement déplacées par le conflit au Darfour. En outre, une opération de restructuration des effectifs entreprise en 2020 conduira à la création de 135 nouveaux postes, également pris en compte dans cette révision. La révision permet de venir en aide à 5 011 506 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 11 263 206, pour un coût de 728,7 millions de dollars.
9. **La septième révision du PSP pour le Burkina Faso (2019-2023)** vise à faire face à une situation alarmante en matière de sécurité qui a provoqué le déplacement de plus de 1,2 million de personnes dans tout le pays. Le conflit, le changement climatique, la COVID-19 et les prix élevés des denrées alimentaires constituent les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire croissante observée au Burkina Faso où, d'après les données communiquées, plus de 2,86 millions de personnes (13 pour cent de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2021 (de juin à septembre 2021). Cette révision permettra au PAM de mieux rattacher la production des petits exploitants agricoles aux repas scolaires; d'offrir un meilleur accès aux aliments enrichis au moyen de transferts de type monétaire; et de transposer à plus grande échelle les activités de création

d'actifs dans les régions du Centre-Nord, de l'Est, du Sahel et du Nord. Des activités de renforcement des capacités des pouvoirs publics seront assurées dans les domaines du suivi du marché, du ciblage fondé sur la vulnérabilité et de la gestion de l'information. La communauté humanitaire au niveau mondial bénéficiera du plus grand soutien apporté sur le plan des technologies de l'information et des communications ainsi que du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies. La révision permet de venir en aide à 138 854 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 4 841 655, pour un coût de 571,6 millions de dollars.

10. **La troisième révision du plan stratégique multipays provisoire (PSMPP) de transition pour les pays d'Amérique latine touchés par la situation en République bolivarienne du Venezuela (2020-2022)** concerne la signature d'un mémorandum d'accord entre le PAM et le Gouvernement vénézuélien en avril 2021, qui prévoit la mise en œuvre de programmes en milieu scolaire. Le pays connaît des problèmes socioéconomiques considérables: hyperinflation, nette érosion du pouvoir d'achat, accentuation de la pauvreté, progression de la malnutrition, migrations et répercussions de la pandémie de COVID-19. Cette révision a permis de développer les programmes en milieu scolaire en prévoyant la distribution d'aliments nutritifs spécialisés pour parer au manque de diversité du régime alimentaire et au mauvais état nutritionnel des enfants. Des activités de renforcement des capacités en rapport avec la gestion et le stockage des vivres, la sécurité sanitaire et la préparation des aliments ainsi que les bonnes pratiques d'hygiène seront mises en œuvre au profit des partenaires et du personnel des écoles. Le PAM assurera aussi, sur la base du recouvrement intégral des coûts, la prestation de certains services à la demande des partenaires de l'action humanitaire et du développement œuvrant dans le pays. La révision permet de venir en aide à 808 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 066 666, pour un coût de 144 millions de dollars.
11. **La neuvième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017-2022)** répond à une situation complexe en matière de sécurité alimentaire caractérisée par un accès limité aux produits alimentaires du fait d'une croissance économique faible, d'une inflation élevée, d'une diversification insuffisante des moyens d'existence, de chocs climatiques répétés et de la pandémie de COVID-19. Environ 80 pour cent de la production agricole est pluviale et très vulnérable face à la sécheresse qui est le plus haut risque lié au climat au Zimbabwe. Cette révision vise à continuer de distribuer des vivres aux populations en situation d'insécurité alimentaire dans les zones rurales et d'assurer des transferts de type monétaire dans les zones urbaines; à développer les programmes de création d'actifs visant à renforcer les moyens d'existence, y compris par la distribution d'intrants agricoles aux petits exploitants; et à fournir une assistance technique destinée à renforcer les capacités, systèmes et outils nationaux. Le coût de la révision s'élève à 126,9 millions de dollars.
12. **La septième révision du PSP pour le Myanmar (2018-2022)** répond à l'aggravation des tensions politiques qui ont suivi les élections contestées de novembre 2020, paralysant de vastes secteurs de l'économie et perturbant gravement des services essentiels. Les prix des denrées alimentaires et du carburant ont augmenté dans tout le pays, les troubles politiques mettant à mal les chaînes d'approvisionnement et les marchés. Les pertes d'emplois, l'arrêt des programmes d'assistance sociale et la réduction des revenus provenant des envois de fonds ont aggravé la crise en compromettant l'aptitude des personnes les plus vulnérables à satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels. Cette révision vise à augmenter le nombre de personnes bénéficiant de distributions de vivres et, dans la mesure du possible, de transferts de type monétaire dans les zones urbaines et périurbaines touchées par la pauvreté, la COVID-19 et la crise politique, et à revoir à la hausse les besoins opérationnels pour les zones touchées par le conflit où les nouveaux déplacements sont plus importants que ce qui était initialement prévu. Cette révision permet de venir en aide à 2 199 150 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 5 005 550, pour un coût de 121,3 millions de dollars.

13. **La cinquième révision du PSPP pour la Somalie (2019-2021)** concerne l'assistance vitale apportée aux populations touchées par une grave sécheresse, des infestations de criquets pèlerins et les répercussions socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. Les prévisions révisées du Groupe d'évaluation de la sécurité alimentaire et de la nutrition montrent qu'entre juillet et septembre 2021, on estimait à 2,83 millions le nombre de personnes qui étaient en phase 3 (crise) ou 4 (urgence) de l'IPC et avaient besoin d'une assistance d'urgence. Face à l'accroissement des besoins, cette révision prévoit l'augmentation des distributions de vivres et des transferts de type monétaire pour les populations victimes de la sécheresse et particulièrement vulnérables afin d'empêcher que la situation en matière de sécurité alimentaire ne se détériore plus avant. La révision permet de venir en aide à 580 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 9 944 315, pour un coût de 98 millions de dollars.
14. **La deuxième révision du PSP pour Madagascar (2019-2023)** vise à répondre aux besoins d'urgence des populations victimes de la sécheresse dans la région du Grand Sud, qui ont vu leur situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition se dégrader rapidement. Entre octobre et décembre 2021, plus de 1,3 million de personnes ont connu un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC) à cause des précipitations insuffisantes, de la hausse des prix de la nourriture et de la dégradation de l'environnement. Cette révision est nécessaire pour intensifier les distributions de vivres et les transferts de type monétaire et apporter un soutien nutritionnel qui réponde aux besoins des populations vulnérables se trouvant en phase 3, 4 ou 5 de l'IPC. En outre, le PAM doit fournir des services à la demande qui font particulièrement défaut et visent à renforcer l'intervention menée par les pouvoirs publics et les partenaires humanitaires. Cette révision réduit de six mois la période couverte par le PSP, de sorte qu'elle coïncide avec le cycle de planification du système des Nations Unies. La révision permet de venir en aide à 751 891 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 3 845 776, pour un coût de 60,5 millions de dollars.

### **Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués**

15. **La première révision du PSP pour la Jordanie (2020-2022)** vise à faire face aux effets dévastateurs de la pandémie de COVID-19 qui a provoqué la détérioration rapide de la sécurité alimentaire, en particulier pour les réfugiés résidant dans des camps ou en dehors. La dégradation de la sécurité alimentaire des réfugiés a remis en cause pratiquement toutes les améliorations obtenues depuis 2012 et dicte de plus en plus l'adoption de stratégies de survie préjudiciables. Cette révision accroît les distributions de vivres et les transferts de type monétaire aux fins de promouvoir l'inclusion financière des réfugiés. Elle prévoit aussi des activités de renforcement des capacités qui appuient la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale en matière d'alimentation scolaire. La révision permet de venir en aide à 148 690 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 150 315, pour un coût de 53,3 millions de dollars.
16. **La sixième révision du PSP pour l'Équateur (2017-2022)** prolonge les opérations du PAM de 12 mois à des fins d'harmonisation avec le cycle de planification du système des Nations Unies et vise à répondre aux besoins d'urgence des populations durement touchées par la pandémie de COVID-19. Aux commandes d'un pays qui a enregistré l'un des taux d'infection par habitant les plus élevés au monde, le Gouvernement équatorien nouvellement élu risque de faire face à des troubles socioéconomiques persistants et de ne pas disposer de la capacité budgétaire nécessaire pour venir en aide aux personnes les plus touchées par la pandémie, dont plus de 430 000 migrants vénézuéliens. Cette révision donne la priorité aux distributions de vivres et aux transferts de type monétaire au profit des ménages vulnérables – parmi les migrants et les communautés d'accueil – comptant des

enfants de moins de 5 ans, des filles et des femmes enceintes ou allaitantes, et des personnes vivant avec le VIH. Elle prévoit la fourniture d'une assistance nutritionnelle qui réponde aux besoins pendant les 1 000 premiers jours de la vie et élargit l'assistance technique assurée à l'appui des travaux du Gouvernement dans le domaine de la préparation aux situations d'urgence et de l'intervention en cas de crise qui ont trait à la gestion de l'information, à l'alerte rapide, à l'analyse des risques et à l'évaluation des besoins. La révision permet de venir en aide à 253 608 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 791 269, pour un coût de 49 millions de dollars.

17. **La septième révision du PSP pour le Pérou (2018-2022)** vise à permettre au PAM de répondre aux besoins humanitaires accrus des migrants vénézuéliens résultant des effets des vagues successives de COVID-19. Selon la dernière évaluation en date effectuée à distance par le PAM (en janvier 2021), l'insécurité alimentaire modérée ou grave touche 63 pour cent des migrants et des réfugiés vénézuéliens au Pérou. Cette révision vise à élargir l'utilisation des transferts de type monétaire pour venir en aide à une part supplémentaire de 30 pour cent de la population totale de migrants vénézuéliens qui, selon les estimations, se trouvent en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée. La révision vise en outre à améliorer les pratiques nutritionnelles des ménages ciblés en adaptant les messages sur la nutrition en fonction des besoins locaux. Les services liés à la chaîne d'approvisionnement et à la logistique seront développés pour livrer des marchandises humanitaires dans toutes les régions prioritaires. La révision permet de venir en aide à 235 133 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 421 643, pour un coût de 48,1 millions de dollars.
18. **La septième révision du PSP pour l'État de Palestine (2018-2022)** vise à faire face à une crise multidimensionnelle induite par une contraction de l'économie, des troubles civils, une instabilité politique, une augmentation des taux de pauvreté, une hausse du prix des produits de base, et par la pandémie de COVID-19. La pauvreté et le chômage – qui sont les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire dans l'État de Palestine – sont au plus haut. À Gaza, près de sept personnes sur dix sont confrontées à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire, et la moitié de la main-d'œuvre est au chômage. Cette révision doit permettre au PAM, par l'intermédiaire du programme de transferts monétaires en place, de faciliter les transferts de ce type en faveur des ménages vulnérables de Gaza pour le compte du Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient. Comme il s'agit d'un accord de prestation de services, les personnes aidées ne sont pas considérées comme des bénéficiaires du PAM et le Bureau du Coordonnateur spécial déterminera le nombre de bénéficiaires à secourir. Le coût de la révision s'élève à 39,9 millions de dollars.
19. **La sixième révision du PSP pour la République centrafricaine (2018-2022)** vise à remédier à des niveaux toujours plus élevés d'insécurité alimentaire qui résultent des déplacements provoqués par les conflits, de l'accès limité à l'agriculture ou aux activités génératrices de revenus, des prix élevés des produits alimentaires et des mauvaises récoltes à l'échelle locale. D'après une analyse fondée sur l'IPC menée en avril 2021, entre avril et août 2021, 2,29 millions de personnes (47 pour cent de la population) étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC), y compris 632 000 personnes en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC). Face à l'accentuation des besoins, cette révision accroît le nombre de bénéficiaires qui reçoivent des distributions de vivres et, dans la mesure du possible, des transferts de type monétaire. Afin de prévenir le retard de croissance et de faire face aux taux très élevés de malnutrition chronique chez les enfants âgés de 6 à 23 mois ainsi que chez les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, un appui nutritionnel spécialisé sera assuré, tandis que l'assistance technique aux petits exploitants agricoles se verra adjoindre des activités de création d'actifs. La révision permet de venir en aide à 347 900 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 522 900, pour un coût de 39,2 millions de dollars.

20. **La quatrième révision du PSP pour le Timor-Leste (2018-2022)** vise à faire face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition, aggravée par les incidences des inondations après le passage du cyclone Seroja en avril 2021 et par la pandémie de COVID-19 en cours. Le coût des dégâts provoqués par le cyclone a dépassé 300 millions de dollars en raison des graves pertes économiques et des infrastructures endommagées, y compris des routes, des ponts et des canaux d'irrigation. Il ressort de l'enquête de 2020 sur la sécurité alimentaire et la nutrition au Timor-Leste que la prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans reste l'une des plus élevées au monde (47 pour cent). Seulement 35 pour cent de la population présentent un niveau de consommation alimentaire acceptable. Environ 8,9 pour cent des femmes enceintes ou allaitantes ont un faible périmètre brachial (inférieur à 21 centimètres). Afin de lutter contre la malnutrition aiguë modérée, cette révision accroît l'appui apporté aux femmes enceintes ou allaitantes présentant un périmètre brachial inférieur à 23 centimètres dans les 13 municipalités du Timor-Leste, grâce à la distribution de Super Cereal, un aliment nutritif spécialisé. La révision permet de venir en aide à 24 046 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 96 196, pour un coût de 4,2 millions de dollars.

### **Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

21. **La troisième révision du PSPP pour la Libye (2019-2022)** prolonge les opérations du PAM de 12 mois afin de les aligner sur le cycle de planification le plus récent du système des Nations Unies et d'apporter aux populations touchées par une forte insécurité alimentaire l'assistance dont elles ont tant besoin. Des années d'instabilité et, plus récemment, les restrictions imposées du fait de la COVID-19 ont contribué à une nouvelle détérioration de la situation économique, qui était déjà précaire, en réduisant le pouvoir d'achat et la capacité des personnes vulnérables à satisfaire leurs besoins fondamentaux. Selon le Plan d'aide humanitaire pour 2020, le nombre de personnes touchées par l'insécurité alimentaire a augmenté, passant de 336 000 avant la COVID-19 à 699 000. Cette révision permettra au PAM d'accroître le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire d'urgence; de faire passer les bénéficiaires de distributions de vivres dans la catégorie des personnes recevant un appui aux moyens d'existence sous la forme d'activités de création d'actifs; et de continuer d'assurer au profit des personnes vulnérables libyennes et non libyennes des distributions de vivres, assorties de transferts de type monétaire lorsque cela sera possible. La révision permet de venir en aide à 19 501 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 288 641, pour un coût de 50,1 millions de dollars.
22. **La sixième révision du PSP pour le Honduras (2018-2022)** permet au PAM de faire face à la détérioration de la situation sur le plan de la sécurité alimentaire et de la nutrition résultant de chocs climatiques successifs et de la pandémie de COVID-19. L'analyse fondée sur l'IPC de décembre 2020 prévoyait que 3,3 millions de personnes se trouveraient en situation d'insécurité alimentaire grave (phase 3 ou 4 de l'IPC) avant la fin de 2021. Cette révision vise à augmenter les activités de création d'actifs, la diversification des cultures et la formation ciblée, l'objectif étant de rétablir et de renforcer les moyens d'existence. Les distributions de vivres, les transferts de type monétaire et les opérations d'alimentation scolaire d'urgence ont été prorogés et se poursuivront en 2022, afin de répondre aux besoins des populations touchées par des chocs. La révision permet de venir en aide à 1 165 122 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 3 804 115, pour un coût de 49,1 millions de dollars.

23. **La deuxième révision du PSPP pour la Turquie (2020-2022)** prolonge les programmes du PAM de 12 mois et permet un alignement sur le cycle de planification du système des Nations Unies; en outre, le soutien apporté aux réfugiés syriens et non syriens se poursuit. La récession économique grave que connaît la Turquie, à laquelle s'ajoutent les effets de la pandémie de COVID-19, a touché autant les réfugiés que les communautés d'accueil. La livre turque a continué de se déprécier considérablement pendant le premier semestre de 2021, au détriment du pouvoir d'achat des personnes les plus vulnérables. Cette révision vise à poursuivre l'assistance apportée aux réfugiés dans les camps, via une plateforme monétaire polyvalente, tout en multipliant les activités liées aux moyens d'existence qui ont pour objet de faciliter un accès équitable à des possibilités de génération de revenu. La révision permet de venir en aide à 13 659 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 942 920, pour un coût de 24,6 millions de dollars.
24. **La quatrième révision du PSP pour le Népal (2019-2023)** vise à renforcer la qualité du programme de repas scolaires et à étayer les capacités du Gouvernement et de ses partenaires dans certains domaines. Elle a pour but d'amplifier le programme de repas scolaires dans les écoles de six districts des provinces de Karnali et de Sudurpaschim et de poursuivre les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui favorisent la préparation de repas nutritifs à base de produits locaux. En suivant une approche de financement fondée sur les prévisions, le PAM prévoit de mettre en place de manière anticipée les moyens nécessaires pour pouvoir apporter un soutien en espèces aux communautés de la région du Terai de manière à permettre aux populations les plus vulnérables d'accéder à des ressources avant que les catastrophes ne se produisent. Les services assurés par le module de la logistique seront renforcés grâce à l'augmentation des capacités d'entreposage aux niveaux fédéral et provincial, tandis que des services à la demande liés aux transferts de type monétaire seront fournis aux partenaires sur la base du recouvrement intégral des coûts. La révision permet de venir en aide à 175 736 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 809 063, pour un coût de 23,6 millions de dollars.
25. **La neuvième révision du PSP pour le Liban (2018-2022)** vise à permettre au PAM de faire face à l'augmentation des besoins humanitaires due aux graves pénuries de carburant dans le pays qui continuent de mettre en péril tous les services essentiels. De nombreux hôpitaux et dispensaires ont déjà réduit leurs activités en raison des pénuries de combustible et des coupures de courant qui empêchent des interventions sanitaires vitales. Parallèlement, les réseaux publics d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées, qui sont fortement tributaires du carburant, ont considérablement réduit leur activité, compromettant l'accès à l'eau potable de millions de personnes et menaçant la salubrité de l'environnement et la santé publique pendant la pandémie de COVID-19. La révision permettra d'élargir la portée des services logistiques pour faciliter l'achat et la distribution de carburant à l'appui des secteurs de l'eau, de l'assainissement, de l'hygiène et de la santé. Elle augmentera aussi les capacités des effectifs du Bureau du PAM au Liban afin de répondre aux nouveaux besoins opérationnels qui sont apparus pendant l'année écoulée, comme ceux relatifs à l'appui à apporter à la mise en œuvre du programme de filets de protection sociale d'urgence. Le coût de la révision s'élève à 18,4 millions de dollars.
26. **La deuxième révision du PSP pour le Tadjikistan (2019-2024)** permet au PAM de se préparer à un afflux possible de réfugiés venus d'Afghanistan. Après l'annonce, en mai 2021, du retrait d'Afghanistan des forces militaires internationales qui s'y trouvaient encore, les conditions de sécurité se sont rapidement détériorées dans le pays tandis que les Taliban gagnaient du terrain, jusqu'à la chute du Gouvernement afghan le 16 août 2021. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), jusqu'à un demi-million de personnes pourraient être obligées de quitter l'Afghanistan et avoir besoin d'une assistance. Bien qu'à ce jour, relativement peu de personnes aient cherché à se réfugier sur son territoire, le Gouvernement tadjik a demandé à la communauté humanitaire de planifier

une aide en prévision d'un éventuel afflux de réfugiés. Ainsi, cette révision vise à aider les réfugiés et les ménages des communautés d'accueil exposés à l'insécurité alimentaire en assurant des distributions de vivres et des activités complémentaires relatives aux moyens d'existence visant à élargir les possibilités d'activités rémunératrices. Un ensemble de mesures de prévention et de traitement des problèmes nutritionnels, y compris des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, doit être assuré pour les enfants âgés de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les autres populations vulnérables sur le plan nutritionnel. La révision permet de venir en aide à 75 600 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 051 713, pour un coût de 18,4 millions de dollars.

27. **La deuxième révision du PSP pour la Jordanie (2020-2022)** tire parti des avantages comparatifs du PAM pour appuyer et renforcer les efforts déployés par les partenaires dans tout le pays. Grâce aux services de transferts monétaires qui seront fournis à la demande, cette révision offrira aux partenaires la possibilité de délivrer des instruments de paiement (cartes électroniques Mastercard) pouvant être utilisés pour obtenir des rations chez les commerçants sous contrat avec le PAM équipés de terminaux de point de vente, et pour retirer des espèces dans les distributeurs automatiques de billets, qui sont au nombre d'un millier environ en Jordanie. Le coût de la révision s'élève à 13,9 millions de dollars.
28. **La septième révision du PSP pour les Philippines (2018-2023)** renforce les approches axées sur la prévention et les mesures de préparation qui permettront au Gouvernement de mieux aider les populations à risque qui vivent dans des régions sujettes aux catastrophes. Le Gouvernement philippin possède un système solide de préparation aux catastrophes et d'intervention en cas de crise, mais les catastrophes naturelles et la pandémie de COVID-19 l'ont mis à rude épreuve en 2020 et en 2021. Ainsi, à la faveur de cette révision, le PAM mettra en œuvre à titre expérimental un projet de prévention visant à venir en aide aux populations vulnérables au moyen de transferts de type monétaire en cas de phénomènes météorologiques extrêmes imminents. Les interventions relatives aux moyens d'existence menées dans les zones touchées par le conflit seront transposées à plus grande échelle par l'intermédiaire des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs, tandis que les ménages vulnérables d'agriculteurs et de pêcheurs de la Région autonome Bangsamoro en Mindanao musulmane bénéficieront de la distribution de riz enrichi. La révision permet de venir en aide à 192 885 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 640 650, pour un coût de 12,1 millions de dollars.
29. **La troisième révision du PSP pour Sri Lanka (2018-2022)** a pour objet d'atténuer les conséquences pour les populations vulnérables de la pandémie de COVID-19 et de la baisse brutale de la production économique du pays. Par suite de la décision soudaine que le Gouvernement a prise d'interdire les importations d'engrais, la production de riz devrait diminuer d'au moins 30 pour cent, ce qui devrait provoquer des hausses de prix et partant, une réduction de l'accès à la nourriture en 2022. Cette révision prévoit de compléter l'action menée à l'échelle nationale en matière de repas scolaires par des distributions de vivres dans les écoles des régions où la vulnérabilité est la plus marquée, en particulier pendant la période de soudure. Des programmes d'assistance alimentaire pour la formation et des activités axées sur le renforcement des capacités liées à la création et à la remise en état de moyens de production dans les communautés seront menés en vue d'appuyer les moyens d'existence des petits exploitants agricoles et d'en favoriser la diversification. La révision permet de venir en aide à 321 411 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 718 611, pour un coût de 7,4 millions de dollars.

30. **La troisième révision du PSMPP pour les Caraïbes (2020-2022)** renforce les activités nationales de préparation aux situations d'urgence dans toutes les Caraïbes tout en prolongeant l'opération de deux mois pour l'aligner sur le cycle de planification du système des Nations Unies. Au cours de la mise en œuvre du PSMPP, la vulnérabilité face aux chocs et les effets de ces derniers se sont beaucoup accentués alors même que les pays et territoires subissaient les effets cumulés de la pandémie de COVID-19, des incidences du changement climatique et de l'activité volcanique. Cette révision permettra d'aider l'Agence caraïbe pour les secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle à renforcer les programmes nationaux de protection sociale à la faveur d'activités axées sur le renforcement des capacités dans les domaines suivants: analyse et cartographie de la vulnérabilité, gestion de l'information, mécanismes d'exécution et pratiques de ciblage améliorées. La révision concerne aussi l'aide que le PAM apporte à Saint-Vincent-et-les-Grenadines comme suite à l'éruption de La Soufrière, qui englobe le stockage temporaire et la gestion et le transport de vivres et d'articles non alimentaires essentiels. Le coût de la révision s'élève à 5,9 millions de dollars.
31. **La deuxième révision du PSP pour le Pakistan (2018-2022)** a été élaborée pour faire face à la vulnérabilité accrue et à la détérioration des moyens d'existence qui ont été aggravées par une série de chocs, dont des crues éclairs, la sécheresse, des infestations de criquets pèlerins et la pandémie de COVID-19. La révision vise à élargir l'assistance assurée sous la forme de transferts de type monétaire au profit des communautés exposées à l'insécurité alimentaire touchées par de multiples chocs, en particulier dans les provinces du Khyber Pakhtunkhwa et du Baloutchistan; à accroître le nombre de bénéficiaires des programmes de création d'actifs et de formation professionnelle dans les provinces du Baloutchistan, du Khyber Pakhtunkhwa et du Sindh; à étoffer les mécanismes de protection sociale du Gouvernement en vue de venir en aide aux personnes démunies en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle vivant en milieu rural ou urbain; et à transposer à plus grande échelle la prévention du retard de croissance au moyen d'une supplémentation alimentaire ciblée. La révision permet de venir en aide à 587 228 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 9 884 257, pour un coût de 900 000 dollars.

### **Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués**

32. **La deuxième révision du PSP pour la Mauritanie (2019-2023)** prolonge les opérations du PAM de deux mois, le but étant de les aligner sur le cycle de planification du système des Nations Unies tout en ajustant simultanément les programmes menés pour mieux tenir compte des réalités sur le terrain. Cette révision est axée sur les incidences des résultats de l'opération de redéfinition du ciblage des réfugiés et de l'extension au camp de réfugiés de Mbera du programme de filets de sécurité du Gouvernement. Des transferts de type monétaire viendront s'ajouter à l'appui prévu pendant la période de soudure afin d'éviter une plus forte détérioration de la sécurité alimentaire, tandis que les activités de création d'actifs seront développées en vue de renforcer la capacité des populations touchées à surmonter les chocs à l'avenir. Il va être mis fin au volet relatif aux situations d'urgence qui a permis d'aider les populations touchées par la pandémie de COVID-19. La révision prévoit 196 492 bénéficiaires en moins, le nombre révisé de bénéficiaires s'établissant à 484 150 personnes. Le coût de la révision s'élève à 16,9 millions de dollars.

33. **La cinquième révision du PSPP pour le Burundi (2018-2022)** prolonge de deux mois les opérations pour permettre au PAM de continuer de répondre aux besoins des populations ciblées. La révision vise à transposer à plus grande échelle les distributions de vivres destinées aux réfugiés congolais qui résident dans cinq camps; à faire bénéficier de l'assistance les personnes retournant chez elles (celles qui souhaitent rentrer au Burundi) en distribuant des rations cuisinées dans les sites de transit et en offrant une aide au retour couvrant trois mois d'assistance; à élargir les programmes de repas scolaires en fournissant des repas chauds au quotidien; et à continuer de promouvoir le traitement de la malnutrition aiguë modérée pour les enfants âgés de 6 à 59 mois ainsi que pour les filles et les femmes enceintes ou allaitantes dans les provinces où la prévalence de la malnutrition aiguë globale est supérieure à 10 pour cent. La révision permet de venir en aide à 693 750 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 3 002 590, pour un coût de 13,9 millions de dollars.
34. **La septième révision du PSP pour la République-Unie de Tanzanie (2017-2022)** permet de répondre aux besoins immédiats des personnes en situation d'insécurité alimentaire et d'amplifier l'aide apportée aux réfugiés. Elle prévoit des distributions de vivres au profit des réfugiés vivant dans des camps, dont le nombre augmente à cause d'une diminution des rapatriements. Les ménages pauvres vivant en milieu urbain et périurbain récemment recensés, enregistrés dans le programme de filets de sécurité du Gouvernement, recevront des transferts de type monétaire visant à empêcher une nouvelle diminution de leur pouvoir d'achat. Les activités de renforcement des capacités porteront en priorité sur la production locale d'aliments nutritifs spécialisés et les programmes se poursuivront par l'intermédiaire de l'Alliance pour le rapprochement entre les exploitations agricoles et les marchés. La révision permet de venir en aide à 128 570 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 637 398, pour un coût de 9,6 millions de dollars.
35. **La septième révision du PSP pour Haïti (2019-2023)** a pour objectif d'améliorer la qualité des interventions face aux catastrophes naturelles majeures en appuyant les activités du Gouvernement et des partenaires. Le 14 août 2021, la péninsule méridionale d'Haïti a été frappée par un tremblement de terre de magnitude 7,2. Plus de 680 000 personnes ont été durement touchées et plus de 135 000 maisons ont été gravement endommagées ou détruites. Depuis mai 2021, l'accès au sud du pays est rendu très difficile par la violence des gangs, ce qui entrave les interventions d'urgence. Cette révision permet au PAM de louer une grande barge jusqu'en août 2022 pour accroître les capacités de transport humanitaire par voie maritime entre Port-au-Prince et les zones touchées, et elle prolonge les opérations du Service aérien d'aide humanitaire des Nations Unies de manière à appuyer les interventions entreprises par le Gouvernement et les partenaires à l'issue du séisme, et celles qui seront menées pendant la saison des ouragans à venir, soit de juin à la fin du mois de novembre 2022. Le coût de la révision s'élève à 9,4 millions de dollars.
36. **La première révision du PSP pour le Guatemala (2021-2024)** permet au PAM d'adapter ses opérations à l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour promouvoir une alimentation saine. Elle vise à renforcer les moyens publics grâce à la prestation de services relatifs à la chaîne d'approvisionnement devant permettre de fournir aux personnes vulnérables sur le plan nutritionnel davantage de services axés sur la nutrition et la santé; à mettre en place une modalité prévoyant des transferts de produits alimentaires en nature, de manière à utiliser des contributions du secteur privé destinées à renforcer la prévention du retard de croissance grâce à la fourniture d'aliments nutritifs spécialisés; et à accroître le budget total des transferts de type monétaire les troisième et quatrième années du PSP afin de remédier à un écart constaté entre les chiffres figurant dans le PSP approuvé et ceux enregistrés dans les systèmes du PAM. Le coût de la révision s'élève à 8,9 millions de dollars.

37. **La cinquième révision du PSP pour El Salvador (2017-2022)** permet d'accroître l'aide apportée aux populations vulnérables et de prolonger le PSP de six mois, le but étant de s'aligner sur le cycle de planification du système des Nations Unies. Cette révision prévoit la fourniture de services liés aux transferts de type monétaire à la demande du Gouvernement et des partenaires, via une plateforme du PAM consacrée aux transferts monétaires, tandis qu'un appui est apporté aux personnes en situation d'insécurité alimentaire au moyen de distributions de vivres associées à des transferts de type monétaire. La révision permet de venir en aide à 61 250 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 895 789, pour un coût de 8,9 millions de dollars.
38. **La première révision du PSP pour Cuba (2021-2024)** vise à répondre aux besoins des populations vulnérables touchées par la pandémie de COVID-19, qui a accru l'insécurité alimentaire et érodé les moyens d'existence. Cette révision vise à distribuer des vivres aux personnes touchées par la pandémie par l'intermédiaire du système d'aide aux familles; à fournir pour les enfants âgés de 6 à 23 mois de toutes les municipalités de l'est du pays des micronutriments en poudre; et à intensifier les activités axées sur le renforcement des capacités menées à l'appui de la campagne de vaccination contre la COVID-19. La révision permet de venir en aide à 156 796 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 682 518, pour un coût de 8,6 millions de dollars.
39. **La deuxième révision du PSP pour Sao Tomé-et-Principe (2019-2024)** vise à faire face aux graves conséquences socioéconomiques de la pandémie de COVID-19. Depuis la mi-février 2021, le pays tout entier subit une deuxième vague de COVID-19, qui expose des milliers de Santoméens – en particulier les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap et les personnes âgées – à un risque accru d'insécurité alimentaire et de dénutrition. En outre, la fermeture de l'ensemble des 209 écoles et la suspension du programme national d'alimentation scolaire ont mis en péril l'état sanitaire et nutritionnel de milliers d'enfants. Au titre de cette révision, le PAM amplifiera ses opérations et distribuera des vivres aux 209 écoles à Sao Tomé et dans la région autonome de Principe. En parallèle, il augmentera le nombre d'écoliers vulnérables recevant des rations de remplacement à emporter, tout en mettant en œuvre des activités de sensibilisation et en distribuant des trousseaux d'hygiène comprenant du désinfectant pour les mains et des masques de protection pour atténuer les risques liés à la COVID-19. La révision permet de venir en aide à 45 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 50 000, pour un coût de 5,8 millions de dollars.
40. **La première révision du PSP pour l'Algérie (2019-2022)** vise à faire face à la détérioration de l'état nutritionnel des groupes vulnérables. La prévalence de l'anémie chez les femmes et les enfants de moins de 5 ans est alarmante dans les camps sahraouis: il ressort d'une enquête nutritionnelle réalisée en 2019 que la prévalence de l'anémie dans les camps est de 50,1 pour cent chez les enfants âgés de 6 à 59 mois et de 52,2 pour cent chez les femmes en âge de procréer. Cette révision prévoit de continuer à aider les femmes enceintes ou allaitantes vivant dans des camps en leur dispensant un traitement contre la malnutrition aiguë modérée et en distribuant des micronutriments en comprimés pour prévenir la malnutrition et l'anémie. L'assistance nutritionnelle sera prolongée pour couvrir la période des 1 000 premiers jours de la vie qui va de la grossesse au deuxième anniversaire de l'enfant. Les activités axées sur le renforcement des capacités contribueront à améliorer la qualité du nouveau partenariat du PAM avec Oxfam, dans le cadre duquel tous deux mèneront des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui seront axées sur la nutrition, la santé, l'hygiène et l'assainissement. Le coût de la révision s'élève à 4,8 millions de dollars.

41. **La huitième révision du PSP pour le Mozambique (2017-2022)** prévoit la prestation de services spécifiques visant à améliorer les interventions d'urgence pour aider les populations touchées par la pandémie de COVID-19 et le conflit dans la province de Cabo Delgado. Dans le cadre de cette révision, le PAM prévoit d'accroître les services liés aux transferts de type monétaire qu'il fournit à la demande du Gouvernement et des partenaires via sa plateforme spéciale, améliorant ainsi les délais de mise en œuvre et l'efficacité de l'action humanitaire. Le coût de la révision s'élève à 4,5 millions de dollars.
42. **La cinquième révision du PSP pour la République démocratique populaire lao (2017-2021)** appuie les efforts déployés par le Gouvernement pour faire face aux répercussions de la pandémie de COVID-19, qui a poussé de nombreux Laotiens vulnérables à revenir de Thaïlande. Cette révision vise à poursuivre la fourniture de transferts de type monétaire, sous la forme de bons, dans les centres de quarantaine afin d'empêcher l'augmentation de la transmission de la COVID-19 dans les communautés; à prolonger la durée de l'assistance en nature assurée sous la forme de repas scolaires distribués dans 915 écoles; et à prendre en compte un nouvel ensemble de populations à risque, qui recevront du riz et de l'huile de tournesol, dons en nature émanant respectivement du Japon et de la Fédération de Russie. La révision permet de venir en aide à 110 459 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 600 071, pour un coût de 4,3 millions de dollars.
43. **La huitième révision du PSP pour le Myanmar (2018-2022)** permet au PAM d'adapter ses opérations compte tenu de l'évolution de la situation après la récente prise de pouvoir par les militaires en février 2021, qui est venue s'ajouter aux difficultés liées à la pauvreté et à la COVID-19. Les pertes d'emplois, l'accroissement des déplacements, les perturbations économiques et la hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant ont nui à la capacité qu'ont les populations vulnérables de satisfaire leurs besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Cette révision permet d'accroître le montant des transferts de type monétaire effectués dans le cadre des programmes de repas scolaires afin de faire face à l'augmentation des prix mondiaux des produits de base, tout en faisant passer les bénéficiaires des repas scolaires à une assistance alimentaire en nature pour l'année scolaire 2021/22. L'appui au traitement et à la prévention de la malnutrition aiguë modérée sera élargi aux groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, qui englobent les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les enfants âgés de 6 à 59 mois. La révision permet de venir en aide à 43 700 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 5 049 200, pour un coût de 3,9 millions de dollars.
44. **La troisième révision du PSP pour le Timor-Leste (2018-2022)** vise à appuyer les mesures d'urgence prises par le Gouvernement pour venir en aide aux populations touchées par des chocs. La pandémie de COVID-19 continue d'avoir des répercussions sur le Timor-Leste, du fait notamment des restrictions imposées aux déplacements, des ruptures d'approvisionnement et des perturbations des moyens d'existence. Les pluies diluviennes causées en avril 2021 par le cyclone Seroja ont provoqué des inondations sans précédent qui ont touché plus de 33 000 ménages dans la municipalité de Dili. Cette révision prolonge les opérations du PAM de 12 mois et prévoit la prestation au Gouvernement de services d'achats de produits alimentaires à la demande pour faire en sorte que les populations vulnérables sur le plan nutritionnel aient davantage accès à une alimentation saine. Le coût de la révision s'élève à 3,2 millions de dollars.
45. **La huitième révision du PSP pour le Zimbabwe (2017-2022)** adapte le budget du PSP pour augmenter l'appui apporté aux populations cibles. Cette augmentation est rendue possible par une contribution du Fonds de complément des contributions des nouveaux donateurs et une contribution confirmée du Fonds vert pour le climat et de la Direction suisse du développement et de la coopération. Le coût de la révision s'élève à 2,8 millions de dollars.

46. **La quatrième révision du PSMPP pour les îles du Pacifique (2019-2022)** prolonge les opérations du PAM de six mois pour garantir un alignement optimal sur le cycle de planification à venir du système des Nations Unies. Elle a pour objet d'élargir la portée des activités de suivi de la sécurité alimentaire, y compris des études de marché, et d'accroître les achats de matériel destiné au module des télécommunications d'urgence. Le coût de la révision s'élève à 2,6 millions de dollars.
47. **La septième révision du PSPP pour la République islamique d'Iran (2018-2022)** a pour objet de renforcer l'action menée par les partenaires pour répondre aux besoins immédiats des populations en situation d'insécurité alimentaire. La mise en place d'une nouvelle activité de prestation de services permettra d'assurer une assistance monétaire pour le compte du HCR et de répondre à tout besoin susceptible de se faire jour en matière de fourniture de services bilatéraux. En outre, un certain nombre de bénéficiaires iraniens vulnérables seront pris en compte au titre d'un volet prévoyant des distributions de vivres, ce par précaution, pour le cas où une situation d'urgence exigerait une intervention du PAM à l'avenir. La révision permet de venir en aide à 15 000 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 130 100, pour un coût de 1 million de dollars.
48. **La sixième révision du PSP pour le Kenya (2018-2023)** améliore la qualité des services de soutien communs des Nations Unies conçus dans le but d'harmoniser les activités d'appui pour plus d'efficacité et d'efficacités. Étant donné la solidité des infrastructures et des capacités afférentes à la chaîne d'approvisionnement au Kenya, le PAM collabore avec d'autres partenaires humanitaires et partenaires du développement pour rechercher des possibilités de regrouper les services relatifs à la logistique et à la chaîne d'approvisionnement, ouvrant ainsi la voie à des gains d'efficacité et à un meilleur usage des ressources. Cette révision vise à fournir des services à la demande aux parties prenantes actives dans le pays en mettant l'accent sur les achats de produits alimentaires. Le coût de la révision s'élève à 200 000 dollars.
49. **La septième révision du PSP pour l'Équateur (2017-2022)** a pour objectif de permettre au PAM d'améliorer l'assistance qu'il apporte dans le cadre de l'intervention d'urgence menée pour faire face à la crise liée à l'afflux de migrants. L'Équateur a constaté un accroissement du flux transfrontalier de migrants de passage, de réfugiés et de rapatriés en 2021, alors qu'il se trouve au centre de la voie migratoire en direction de pays du Cône Sud comme le Chili et le Pérou. Selon la Plateforme de coordination interorganisations pour les réfugiés et les migrants du Venezuela, 451 093 migrants vénézuéliens auraient traversé la frontière avec l'Équateur, bon nombre d'entre eux étant particulièrement vulnérables. Cette révision prévoit des distributions de vivres pour mieux satisfaire les besoins alimentaires des migrants de passage et des réfugiés dans les zones frontalières. La révision permet de venir en aide à 23 201 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 1 814 470, pour un coût de 100 000 dollars.
50. **La deuxième révision du PSP pour l'État plurinational de Bolivie (2018-2022)** prend en compte une nouvelle contribution destinée à intensifier les activités axées sur le renforcement de la résilience qui sont prévues dans le PSP. Elle permettra la mise en place d'activités de création d'actifs et d'une formation portant sur les moyens d'existence à l'intention des petits exploitants pratiquant l'agriculture de subsistance, l'objectif étant de renforcer les moyens dont ceux-ci disposent pour surmonter les chocs à venir. La révision permet de venir en aide à 8 400 personnes supplémentaires, ce qui porte le nombre de bénéficiaires à 145 550, pour un coût de 75 000 dollars.

## ANNEXE

<b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2021</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées conjointement par le Directeur exécutif et le Directeur général de la FAO</b>					
Yémen	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	6 729 943 407	1 976 637 729	8 706 581 136
Soudan du Sud	Plan stratégique de pays provisoire (2018-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	3 885 285 798	1 158 315 696	5 043 601 494
Liban	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/ causes profondes/ renforcement de la résilience	1 876 951 042	981 543 250	2 858 494 293
Soudan	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	2 697 382 765	728 656 157	3 426 038 922
Burkina Faso	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	728 709 472	571 593 831	1 300 303 303
République bolivarienne du Venezuela	Plan stratégique multipays provisoire de transition (2020-2022)	Intervention face à une crise	47 015 486	144 029 465	191 044 951
Zimbabwe	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Causes profondes/ renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	832 140 844	126 851 284	958 992 128
Myanmar	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	437 543 967	121 299 585	558 843 552
Somalie	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2021)	Intervention face à une crise	1 883 907 029	97 988 102	1 981 895 131

<b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2021</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
Madagascar	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	303 781 022	60 533 454	364 314 476
<b>Révisions et augmentations budgétaires approuvées par le Directeur exécutif en vertu des pouvoirs qui lui sont délégués</b>					
Jordanie	Plan stratégique de pays (2020-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	699 563 116	53 326 659	752 889 775
Équateur	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience/ causes profondes	148 265 281	48 982 664	197 247 946
Pérou	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	56 725 446	48 100 000	104 825 446
État de Palestine	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	318 525 339	39 929 033	358 454 372
République centrafricaine	Plan stratégique de pays provisoire (2018-2022)	Intervention face à une crise	925 623 055	39 231 296	964 854 351
Timor-Leste	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Causes profondes/ renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	21 391 920	4 169 254	25 561 174
<b>Révisions approuvées par les directeurs régionaux en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués</b>					
Libye	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	106 182 389	50 074 482	156 256 871
Honduras	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Causes profondes/ renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	216 060 377	49 093 112	265 153 489

<b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2021</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
Turquie	Plan stratégique de pays provisoire (2020-2022)	Renforcement de la résilience	225 051 958	24 594 859	249 646 817
Népal	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Causes profondes/ renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	141 652 225	23 581 936	165 234 160
Liban	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise	2 858 494 293	18 435 057	2 876 929 349
Tadjikistan	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Intervention face à une crise	84 918 367	18 415 424	103 333 791
Jordanie	Plan stratégique de pays (2020-2022)	Renforcement de la résilience	752 889 775	13 881 397	766 771 173
Philippines	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	48 555 771	12 060 337	60 616 108
Sri Lanka	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Renforcement de la résilience/ causes profondes	46 570 400	7 397 746	53 968 147
Caraïbes	Plan stratégique multipays provisoire (2020-2022)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	28 073 900	5 873 560	33 947 460
Pakistan	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise /causes profondes	474 414 034	920 018	475 334 051

<b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2021</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
<b>Révisions approuvées par les directeurs de pays en vertu des pouvoirs qui leur sont délégués</b>					
Mauritanie	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	164 605 872	16 869 890	181 475 763
Burundi	Plan stratégique de pays provisoire (2018-2022)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise/ causes profondes	268 163 976	13 929 562	282 093 538
République-Unie de Tanzanie	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Intervention face à une crise/ causes profondes/ renforcement de la résilience	420 787 733	9 562 976	430 350 710
Haïti	Plan stratégique de pays (2019-2023)	Intervention face à une crise	459 877 890	9 411 313	469 289 203
Guatemala	Plan stratégique de pays (2021-2024)	Renforcement de la résilience/ intervention face à une crise	157 601 501	8 853 929	166 455 430
El Salvador	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience/ causes profondes	99 294 788	8 852 553	108 147 341
Cuba	Plan stratégique de pays (2021-2024)	Intervention face à une crise /causes profondes	28 702 009	8 628 899	37 330 908
Sao Tomé-et-Principe	Plan stratégique de pays (2019-2024)	Intervention face à une crise	2 401 637	5 800 958	8 202 594
Algérie	Plan stratégique de pays provisoire (2019-2022)	Intervention face à une crise	58 965 759	4 753 459	63 719 219
Mozambique	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Intervention face à une crise	1 087 067 601	4 450 759	1 091 518 361

<b>PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS, PLANS STRATÉGIQUES DE PAYS PROVISOIRES, PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES ET PLANS STRATÉGIQUES MULTIPAYS PROVISOIRES DE TRANSITION APPROUVÉS POUR LESQUELS DES RÉVISIONS ET DES AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES ONT ÉTÉ AUTORISÉES ENTRE LE 1<sup>ER</sup> JUILLET ET LE 31 DÉCEMBRE 2021</b>					
<b>Pays</b>	<b>Intitulé</b>	<b>Domaine d'action privilégié</b>	<b>Budget approuvé</b>	<b>Coût de la révision</b>	<b>Budget révisé</b>
			<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>	<b>Coût total pour le PAM (en dollars)</b>
République démocratique populaire lao	Plan stratégique de pays (2017-2021)	Renforcement de la résilience/ causes profondes	88 532 208	4 297 627	92 829 834
Myanmar	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Renforcement de la résilience	558 843 552	3 895 638	562 739 190
Timor-Leste	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Intervention face à une crise/ renforcement de la résilience	18 171 900	3 220 020	21 391 920
Zimbabwe	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Causes profondes	829 297 727	2 843 116	832 140 844
Îles du Pacifique	Plan stratégique multipays provisoire (2019-2022)	Renforcement de la résilience	25 034 621	2 617 387	27 652 008
Iran (République islamique d')	Plan stratégique de pays provisoire (2018-2022)	Intervention face à une crise	33 609 470	985 803	34 595 273
Kenya	Plan stratégique de pays (2018-2023)	Intervention face à une crise	1 094 362 317	208 259	1 094 570 575
Équateur	Plan stratégique de pays (2017-2022)	Intervention face à une crise	197 247 946	132 773	197 380 719
État plurinational de Bolivie	Plan stratégique de pays (2018-2022)	Renforcement de la résilience	11 686 162	75 295	11 761 457
<b>Coût total des révisions pour le PAM: 6 534 905 606 dollars</b>					

## Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
PSMPP	plan stratégique multipays provisoire
PSP	plan stratégique de pays
PSPP	plan stratégique de pays provisoire
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition